

Mandat d'arrêt au Royaume Uni contre Tzipi Livni qui était ministre des affaires étrangères d'Israël au moment de l'attaque israélienne contre Gaza en Palestine.

Date de mise en ligne : jeudi 17 décembre 2009

Description :

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.2 Palestine -

Suite à cela, Israël fait du chantage et menace de se retirer du « processus de paix » au Proche Orient.

Les autorités Britanniques mettent aussitôt fin à la procédure.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Des poursuites judiciaires ont été engagées contre Tzipi Livni pour sa responsabilité dans les massacres commis par Israël à Gaza en Palestine l'an dernier lorsqu'il a perpétré l'opération « *Plomb durci* » sur le territoire palestinien. Ces massacres avaient provoqué la mort de 1500 palestiniens dont 250 enfants. Parmi les citoyens décédés durant cette guerre 1.170 n'étaient pas des combattants. L'enquête a conduit au lancement d'un mandat d'arrêt contre Tzipi Livni en raison de son implication et ses responsabilités dans ce drame.

Le Royaume-Uni avait lancé une enquête concernant l'ancien premier ministre britannique et le mandat d'arrêt émis contre Tzipi Livni résulte des conclusions de l'enquête.

Suite à la menace pesant sur Tzipi Livni, Israël, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, est passé au chantage et à la menace en annonçant que la Grande-Bretagne ne pourrait pas jouer de « *rôle actif dans le processus de paix* » au Proche-Orient si Londres ne prend pas des mesures pour empêcher des hauts responsables israéliens d'être poursuivis par la justice britannique.

Tzipi Livni a tout simplement annulé son voyage à Londres en prétextant un problème de calendrier de travail mais en réalité, de crainte de constater que la menace qui pèse sur elle, ne se précise lorsqu'elle se trouvera loin d'Israël.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a fait un communiqué déclarant : « *Israël rejette la procédure judiciaire cynique engagée par un tribunal britannique contre Tzipi Livni ? l'initiative d'éléments extrémistes* ».

Le communiqué précise : « *Israël appelle le gouvernement de Londres à respecter une fois pour toute son engagement à agir contre l'exploitation du système judiciaire britannique par des éléments anti-israéliens* ».

Par ailleurs, mardi 15 décembre, l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Israël, Tom Phillips, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères israélien pour se voir signifier une protestation officielle du gouvernement israélien.

« *L'absence de geste ferme et immédiat pour mettre un terme à cet état de fait porterait atteinte aux relations entre les deux pays* », menace encore le ministère israélien des Affaires étrangères. "

A la suite de cette convocation, un échange d'amabilités assez dense a eu lieu entre les responsables britanniques et israéliens.

Après avoir reçu les messages israéliens, le Royaume-Uni a donc cru bon de suspendre la procédure engagée contre Tzipi Livni et le Foreign Office a fait savoir lundi que la Grande-Bretagne examinait de manière urgente les implications d'un mandat d'arrêt émis contre Tzipi Livni.

« *La Grande-Bretagne est déterminée à faire tout ce qu'elle peut pour promouvoir la paix au Proche-Orient et être un partenaire stratégique d'Israël* », a souligné une porte-parole du Foreign Office.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a lui-même téléphoné à l'ex-ministre des Affaires étrangères israéliennes, Tzipi Livni, pour lui dire qu'elle était toujours la bienvenue en Grande-Bretagne, malgré la tentative de militants pro-palestiniens de la faire arrêter lors de son séjour à Londres.

M. Gordon Brown a également déclaré « *qu'il désapprouvait ce mandat d'arrêt et qu'il avait l'intention d'agir pour changer la loi permettant qu'un tel mandat soit délivré.* »

Tzipi Livni a aussitôt répondu par l'habituelle formule magique qui permet aux dirigeants israéliens de toujours se

positionner dans le rôle de défenseurs d'un pays militant contre le terrorisme et pour la défense de la justice et du droit : « *Ce n'est pas seulement un mandat d'arrêt contre moi ou l'Etat d'Israël, c'est contre tout pays démocratique qui combat le terrorisme* ».

L'impérialisme a besoin d'Israël en tant qu'instrument de domination et d'exécution de ses plans stratégiques au Moyen Orient. Les dirigeants sionistes ont toujours tenu à obtenir en contrepartie de ce rôle le maximum de faveurs, argent, impunité totale, bref carte blanche pour imposer en retour leur volonté à leurs maîtres quand ces derniers, contraints de tenir compte du rapport des forces international, se trouvent dans l'obligation de changer de tactique. L'impérialisme et les sionistes ont chacun besoin l'un de l'autre. Israël n'est rien sans le soutien des pays impérialistes. Sans les sionistes engagés dans une politique d'expansion criminelle pour réaliser leurs objectifs insensés du Grand Israël, les pays impérialistes se heurteraient, face à la résistance des peuples, à des difficultés beaucoup plus grandes pour maintenir la région et ses richesses sous leur contrôle.

Le recul des autorités britanniques sur l'affaire Tzipi Livni ne fait que refléter les termes du contrat qui lie les brigands impérialistes aux sionistes criminels d'Israël.

Alger républicain